

« PARLEMENTAIRE ET FINANCIERS »

(*Journal officiel de la République française*, 18 février 1924)

Proposition de loi communiste sur les incompatibilités entre la fonction parlementaire et l'appartenance à des sociétés privées

À une heure avancée de la nuit, M. Georges Lévy lit à la tribune la brochure du radical-socialiste Mennevée,

MM. Georges Lévy, Renaud Jean, Alexandre-Blanc, Aussoleil, André Berthon, Marcel Cachin, Morucci, Philbois, Nicod et Vaillant-Couturier proposent d'ajouter dans cet article, après les mots : « la loi du 24 décembre 1923 », la disposition suivante : « Les parlementaires membres de conseil d'administration de Sociétés bancaires, industrielles, commerciales, etc., payeront une taxe exceptionnelle de 50 p. 100 sur les sommes perçues au titre de tantièmes, jetons de présence, dividendes, etc., avec rappel à partir du 16 novembre 1919. » [...]

Georges LÉVY cité en entier l'opuscule *Parlementaires et financiers* de Roger Mennevée [qui ne figure dans coll. Gallica des Documents politiques]

Accambray (Léon), député de l'Aisne. Administrateur de la Compagnie céramique française et de la [Compagnie africaine de commerce, d'industrie et d'agriculture](#).

Amic (Jean), sénateur des Alpes-Maritimes, administrateur de l'Electro-câble et des Anciens Etablissements Bing fils.

Amodru (Laurent), député de Seine-et-Oise. Membre du comité de la Société d'assurances mutuelles contre l'incendie de la Seine et de Seine-et-Oise.

Ancel (Georges), député de la Seine-Inférieure. Administrateur de la Distillerie de l'abbaye de Fécamp et de la Compagnie générale de l'Amérique latine.

Andrieux (Louis), député des Basses-Alpes, administrateur des filatures de Luxeuil, des Anciens Etablissements Georges Koechlin et des établissements Dollfus.

Anquetil (Paul), député de la Seine-Inférieure. Administrateur de la Société anonyme Villette et Cie (viandes congelées et produits alimentaires)[et administrateur depuis 1920 des Comptoirs frigorifiques H. Lebossé].

Arago (François), député des Alpes-Maritimes.

Artaud (Adrien), député des Bouches-du-Rhône ; figure aux annuaires à l'adresse discrète : « casier de la poste », Palais-Bourbon. 21 sociétés : président honoraire de la chambre de commerce de Marseille. Administrateur de l'Association nationale d'expansion économique, de la Banque française de Syrie, de la Méditerranéenne (assurances), du Lloyd de France (assurances et réassurances terrestres), du Lloyd de France-Maritime transports, de la Comtadine (assurances)[comtat venaissin], de la Banque de France, de la [Compagnie française de l'Afrique occidentale \[CFAO\]](#), des [Comptoirs franco-marocains](#), des Affréteurs réunis, du Crédit foncier marocain, de la [Compagnie agricole et industrielle de Madagascar \[CAIM\]](#), de Marseille-Assurances, de la [Compagnie maritime des transports coloniaux](#), du Lloyd de France-Vie, des [Sucreries coloniales](#), du Crédit agricole, commercial et industriel, de la Réassurance nationale, de l'[Union coloniale française](#), de la [Banque française de l'Afrique équatoriale](#), de la Confédération générale de la navigation intérieure en France, des Rizeries de l'Hirondelle et Semoulerie [Éts Ruffier-Verduraz], de l'Auxiliaire de transit et

commissions, de la Méridionale de travaux, de la Compagnie navale marseillaise, des Établissements J.-B. et A. Artaud. Voir [encadré](#).

Le duc d'Audiffret-Pasquier, député de l'Orne. Administrateur des mines d'Anzin.

Babin-Chevaye (Jean)[1863-1936], sénateur de la Loire-Inférieure [1920-1936], 9 sociétés. Administrateur des Anciens Chantiers Dubigeon, de la [Compagnie havraise péninsulaire de navigation à vapeur](#), de l'Alliance régionale de l'Ouest, du Crédit nantais, de la Prévoyance de l'Ouest (capitalisation), de la Prévoyance de l'Ouest (épargne et constructions), de la [Compagnie \[sic : Sté\] nationale du Cameroun](#), de la Société nouvelle des pêcheries à vapeur, de l'Énergie électrique de la Basse-Loire, de la Société générale d'armement, du Carburateur Fill, de la Société de navigation transocéanique.

Charles Barès, député de la Haute-Garonne, administrateur de la Banque du foncier français.

[Auber, sénateur de la Réunion : administrateur de la Compagnie maritime de transports coloniaux et de la Société bourbonnaise de crédit.](#)

Ballande (André), député de la Gironde, membre du comité de l'Union coloniale, de la Fédération des industriels et commerçants, censeur de la Banque de France, membre du comité régional de Bordeaux du Crédit commercial de France [CCF], [administrateur de la Compagnie navale de l'Océanie](#), de la Société immobilière de la villa « La Roseraie », des Usines de nickel de la Nèthe, des Mines de nickel réunies, des Hauts Fourneaux de Nouméa, de la Compagnie concessionnaire du port de Papeete, de la Société A. Ballande et fils.

Baréty (Léon), député des Bouches-du-Rhône, administrateur de la Société marseillaise de crédit [\[agences en AFN\]](#).

Georges Barthélémy, député du Pas-de-Calais, administrateur de la Société dé capitalisation des annuités de l'État français

Bartholoni (René)[1881-1928], député de la Haute-Savoie [1919-1924][à la suite de son oncle Anatole qui avait représenté Thonon au Corps législatif sous le Second Empire], [administrateur de la Société commerciale du Laos et de la Société d'études et d'exploitations minières de l'Indochine \[SEEMI\]](#).

.....
Ajouts de www.entreprises-coloniales.fr :

Barthou (Louis)(1862-1934), député (1889), puis sénateur (1922) des Pyrénées-Orientales. Ministre à de nombreuses reprises. Cousin de la mère de Jean Mazères, créateur des Transports Mazères (Algérie et Maroc). Frère de Léon Barthou et beau-frère d'Eugène Barès, administrateurs de la Compagnie africaine de transports à Casablanca (suite en 1928 des Transports Mazères). Administrateur de la Compagnie radio-maritime et de la Compagnie universelle du canal de Suez (juin 1924-octobre 1934).

Bataille (Victor), député du Cantal (1919-1924) : marié à Geneviève Rocca, fille d'Émilien Rocca, sœur de Jean-Baptiste et Émile Rocca, des Éts Rocca, Tassy, de Roux, huilerie-savonnerie à Marseille, administrateurs de diverses sociétés coloniales au Gabon, au Dahomey, au Sénégal, en Indochine, à Tahiti et à Madagascar.

.....
Baudry d'Asson, député de la Vendée, administrateur de la Soie artificielle de Tubize (société franco-belge).

[Bérenger \(Henry\), sénateur de la Guadeloupe](#), codirecteur de l'agence « Actualités ».

Bergeon (Charles), sénateur des Bouches-du-Rhône, administrateur des Chantiers de la Capelette.

Bernier (Joseph), député de l'Ain, administrateur des Grands Moulins de Paris [GMP] et des Grands Moulins français.

M. [Pierre] de Moncault [1919-1932]. — Je conteste la valeur de ce document. Il contient des erreurs manifestes ; ainsi, mon collègue et ami M. Bernier,

momentanément absent de la salle des séances, n'appartient en aucune façon aux Grands Moulins de Paris, qu'il a même combattus ici. Je tiens à faire cette rectification.

M. Le Guen. — Il est honteux de faire de telles lectures à la tribune française.

M. Georges Lévy. — Berthelot (André), sénateur de la Seine, préside ou administre : le Métropolitain de Paris, la Compagnie du chemin de fer du bois de Boulogne, la Compagnie des chemins de fer économiques du Nord, [le Chemin de fer transafricain](#), la Société ottomane du chemin de fer de Moudania à Brousse, la Compagnie générale des chemins de fer et tramways en Chine, le Chemin de fer du Congo supérieur aux grands lacs africains, [la Société d'études des chemins de fer et phosphates du Djebel-Onck](#), les Tramways électriques de Lille, les Tramways de Paris et du département de la Seine, les Tramways du Nord parisien, les Tramways de Suresnes-Saint-Cloud-Gargan, la Société parisienne pour l'industrie des chemins de fer et tramways électriques, la Société nantaise d'éclairage et de force par l'électricité, Société ottomane d'éclairage par le gaz et l'électricité, Société industrielle d'électricité pour la Russie (dissoute en 1919), Électricité de Paris, Compagnie parisienne de distribution d'électricité [CPDE], Mines de Mériadec, Grands Travaux de Pékin, Société française pour l'exploitation du soja et de ses dérivés, Société financière des caoutchoucs, Caoutchoucs de Padang, Union française de fabriques d'engrais, de produits chimiques et de superphosphates, Société alsacienne de produits chimiques (gestion financière déplorable), Huileries de Sumatra, Sennah Rubber Cy, Banque de Crédit roumain, Navigation Sud-Atlantique (gestion financière déplorable à l'époque).

Bessonneau (Julien), député de Maine-et-Loire, administrateur : Société centrale des banques de province (démissionnaire) ; Crédit de l'Ouest (démissionnaire) ; Société auxiliaire de l'industrie française ; Compagnie internationale des wagons-lits [CIWLT] (démissionnaire en 1922) ; Échanges généraux ; Forges et aciéries de Nord et Lorraine ; Anciens établissements Cauvin Yvose... (Bruit.)

M. Léon Daudet. — Cela ne vous intéresse pas ?

M. le rapporteur général. — Je préfère lire cette liste demain au *Journal officiel*.

M. Léon Daudet. — Les deux lectures sont agréables.

M. Georges Lévy. — ... Omnium français de l'Europe centrale ; Paris-Marché du monde ; Société nouvelle du port de Saint-Louis-du-Rhône (faillite) ; Société armentièreoise des tissages réunis ; Cargos français (débâcle) ; Filatures, corderies et tissages d'Angers ; Câbleries et tréfileries d'Angers ; Applications industrielles du bois (reconstitution. et vente d'actif) ; Tissages réunis (Anciens Établissements Juchmès-Aviation) ; Anciens Établissements Bertrand, Mercier et Co ; Société des hydroglisseurs de Lambert ; Société de cabotage international ; Établissements Joseph [Paris](à Nantes) (métallurgie) ; [Compagnie chérifienne de carpettes](#) ; Société métallurgique de Hombourg ; Société métallurgique de Neunkirchen [deux filiales de Nord-Lorraine] ; Échanges internationaux.

Voir notice sur [Bessonneau](#).

Bignon (Paul), député de la Seine-Inférieure : l'Éveil français (assurances) (en faillite) , Société centrale des ferry-boats ; Société française du Ferodo.

[Père de Louis Bigon, [administrateur de la Banque française de l'Afrique équatoriale \(jusqu'en 1923\)](#) et de la Société d'exploitation du Phu-Quoc (Indochine), scrutateur à l'[assemblée des Mines de fer de Miliana \(Algérie\)\(1912\)](#).]

Billiet (Ernest) : l'Union des intérêts économiques.

Berthoulat (Georges), sénateur de Seine-et-Oise, administrateur de la Compagnie nationale des matières colorantes ; Compagnie internationale des wagons-lits [CIWLT].

Le comte Bertier de Sauvigny, sénateur de la Moselle, administrateur : Aciéries réunies de Burbach Eich Dudelange ; [Constructions mixtes au Maroc](#) ; Mines de Bellevue ; Minière des Terres-Rouges ; Nationale luxembourgeoise (assurances).

Binder (Maurice), député des Landes, administrateur : Banque française pour le Brésil (faillite)(démissionnaire) ; le Monde (assurances-vie) ; le Monde (assurances-incendie) ; Compagnie générale des omnibus [CGO] ; Compagnie générale des voitures à Paris [CGV] ; Transports en commun de la région parisienne [TCRP].

Blanchet (Victor), député de l'Isère : président de la Société des fabricants de papiers de France ; administrateur : l'Alfa ; Papeteries de Rives [intégrées en 1954 dans Arjomari] ; Comptoir d'achat des fabricants de papier.

[Frère d'Augustin Blanchet, administrateur de Chaouïa et Maroc (1911) et du PLM (1913), président de la Société hydrotechnique de France. Lui-même père de Marthe Blanchet, mariée à Paul Jordan, directeur de l'Union des mines marocaines, administrateur délégué de la Compagnie fasi d'électricité, administrateur des Abattoirs municipaux et industriels du Maroc, administrateur délégué des Pétroles de Tliouanet (Algérie), etc.]

Bertrand (Charles), député de la Seine, administrateur : Société d'habitations à bon marché « Le Domaine du combattant » ; fondateur administrateur Compagnie minière des pétroles de Madagascar [+ administrateur des Graphites de Tamatave (1927).]

Le comte de Blois, sénateur de Maine-et-Loire, administrateur : la Providence-accidents ; la Providence-vie.

Bluysen (Paul), député de l'Inde française [1910-1914. Puis sénateur ibidem (1924-1928)] : le Conservateur (assurances) ; Société du Pacifique (anciennement Société maritime et commerciale du Pacifique (en débâcle) ; l'agence « Actualités » ; Société de l'imprimerie Crété.

Boivin-Champaux, sénateur du Calvados, administrateur : Association nationale des porteurs français de valeurs mobilières.

Bougère (Ferdinand), député de Maine-et-Loire, membre du syndicat des banques de province [Chemins de fer du Dahomey].

M. Ferdinand Bougère. — Non ! Il y a erreur.

M. Georges Lévy. — Bouilloux-Lafont, député du Finistère, administrateur : Crédit français ; Caisse commerciale et industrielle de Paris ; Syndicat central des banques de province ; Crédit foncier du Brésil [et de l'Amérique du Sud], Chemins de fer de l'Yonne ; Chemins de fer d'intérêt local de Saône-et-Loire ; Chemins de fer du Sud-Ouest ; Chemins de fer fédéraux de l'Est-Brésilien ; Compagnie générale des tabacs [> 1921-1927 : Tabacs de l'Indo-Chine] ; Carrières de l'Ouest ; Sud-Lumière ; Société de construction et de galvanisation Denain-Lourches ; Compagnie électrique pour la France et l'étranger ; Papeteries Bernard Gilbert ; Société française américaine de travaux publics ; Société immobilière de Seine et Seine-et-Oise.

Bourgeois (Robert), sénateur du Haut-Rhin, administrateur : Stéréographie ; Société franco-algérienne de vins et transports ; F.-X. Leroux et Cie (imprimerie-librairie).

[Bouvet (Maurice) : député du Jura (1919-1924). Sa nièce Anne-Marie Chantre avait épousé le polytechnicien Louis Arène qui entra en octobre 1919 à la Société française de dragages et de travaux publics, puis fut administrateur de la Société financière de crédit et de participation (1922), et de sa suite, la Banque mobilière privée (1926), ainsi que de la Compagnie aéronavale qui participa à la création d'une ligne aérienne vers la Syrie et de la Compagnie Air Union-Lignes d'Orient (1927).]

Buhan (Eugène), sénateur de la Gironde : la Madagor (mines à à Madagascar ; la Grande-Île (études et exploitations forestières à Madagascar).

Boussenot (Georges), député de la Réunion, administrateur : Messageries antillaises ; Compagnie générale de l'Afrique française ; Compagnie marseillaise de Madagascar ; Compagnie agricole et industrielle de Madagascar.

Breton, sénateur du Cher, administrateur : Établissements Continsouza.

Bringer, député de la Lozère, administrateur : Société nouvelle des kaolins et sables de Nevers, Société forestière de Marchenoir, Freins Lipkowsky (démissionnaire en juillet 1923)

Caillat, député des Hautes-Alpes : Graphites français.

Calary de Lamazière, député de la Seine : [Banque industrielle de Chine](#) ; Compagnie de navigation franco-chinoise ; Société française d'appareillage et lustrerie par gaz et électricité...[+ Société maritime et commerciale du pacifique, Société française du Dahomey]

M. Le Guen. — Cette lecture est inadmissible.

M. le colonel Picot. — Si quelqu'un voulait lire l'Évangile du début à la fin, il pourrait le faire ! Quel règlement !

M. Ernest Flandin. — Ne peut-on rappeler l'orateur à la question ? Le règlement le permet.

M. le président. — L'orateur est dans la question. Il développe son amendement, qui concerne les parlementaires.

M. Georges Lévy. — ... [Société française du Dahomey](#) ; Établissements S. B. A. M. (anciennement H. de Grandville et Cie) ; [Société du Pacifique \(en débâcle\)](#).

Chagnaud (Léon), sénateur de la Creuse, président de la Société des ingénieurs civils, administrateur : Caisse générale de l'industrie et du bâtiment ; [Omnium d'entreprises de transports au Maroc](#) ; Production, transports et distribution d'énergie ; [Ports marocains](#) ; Société d'étude du chemin de fer métropolitain de Marseille ; La Méditerranéenne (assurances) ; la Réassurances nationales (assurances) ; Carrières du Littoral ; Syndicat des porteurs de parts de la Société de production et distribution d'énergie ; Union hydro-électrique normande de gaz, électricité et eau ; Entreprises électro-magnétiques ; Société immobilière du boulevard Haussmann.

Chassaigne-Goyon (Paul)[1855-1936], député de la Seine [1919-1936] : [Société fusionnée des lièges des Hamendas et de la Petite-Kabylie \[HPK\]](#) ; Établissements Gaumont ; Compagnie générale des travaux d'éclairage et de force [CGTEF] [Clémançon].

Chaumet (Charles), sénateur de la Gironde, président : Comité républicain du commerce et de l'industrie ; [Ligue maritime et coloniale](#) ; Association des grands ports français ; Union des chambres de commerce maritime ; administrateur : Société d'application des moteurs à huile lourde ; Caisse de prêts fluviaux et maritimes ; La Prévoyance-accidents ; La Prévoyance-incendie ; La Prévoyance-vie ; [les Olivettes du Nord-marocain](#) ; [Société immobilière du Nord-marocain](#).

Chastenet (Guillaume), sénateur de la Gironde, administrateur : [Société fusionnée des lièges des Hamendas et de la Petite-Kabylie \[HPK\]](#) ; la Mutualité universelle (prévoyance).

Chéron (Adolphe), député de la Seine, administrateur honoraire : L'Avenir familial (assurances) ; administrateur : le Soldat de demain.

Chevalier (Paul), sénateur de la Meuse, administrateur : l'Isoline ; Banque populaire de la Meuse.

Clémentel (Étienne), sénateur du Puy-de-Dôme, administrateur : Établissements Bergougnan [> [Caoutchoucs de l'Indochine](#)] ; Société Bergougnan belge ; Darracq, Serpollet et Cie ; Société minière italienne de Montecatini ; Ateliers de construction électrique de Charleroi [ACEC (Empain)] ; Établissements Keller-Leleux.

[Son gendre, Lucien Bénard (1888-1978), est commissaire aux comptes (1919), puis administrateur (1929) de la Banque industrielle de l'Afrique du Nord, administrateur du Crédit foncier colonial et (1935) de sa filiale, les Sucreries coloniales.

Son protégé, le Dr Pierre Achalme, multiplie des affaires en France et aux colonies (Irrigations au Tonkin et en Annam, Tonkinoise de Tramways à vapeur, Cie générale d'outre-mer (dont Gilbert Clémentel, le fils d'Étienne, était administrateur), Cie minière du Congo français...)]

Chêneboit, sénateur de l'Aisne, membre du conseil de surveillance du *Temps*.

Coignet (Jean), sénateur du Rhône, membre du Comité central des houillères de France ; administrateur : Produits chimiques Coignet ; Houillères de Montrambert et de

La Béraudière ; Consortium industriel et commercial de l'Afrique du Nord ; Banque de France (succursale de Lyon) ; Société lyonnaise de dépôts [SLD] ; Gaz de Lyon ; Compagnie lyonnaise de navigation [HPLM].

Ajout de www.entreprises-coloniales.fr :

Colrat de Montrozier (Maurice), député de Seine-et-Oise, directeur de *L'Opinion*, plusieurs fois membre du gouvernement, marié à la fille unique de Marcel Delaune (1885-1927), ancien député du Nord (1898-1910), distillateur-rectifieur à Seclin, ancien administrateur des Automobiles Mors (démission en 1907-1908), de la Société des mines de fer de la Haute-Deûle (formée en 1910) et des Papeteries de l'Indochine (S.A. 1912), président des Lièges de Lasserens.

Combrouze [(Gabriel)(1865-1946)], député de la Gironde [1906-1924], administrateur : Etablissements Albert Doulhet ; Compagnie française du Togo.

Cosnier, sénateur de l'Indre, administrateur : Compagnie africaine de commerce, d'industrie et d'agriculture.

Dausset, sénateur de la Seine, président du conseil d'administration : L'Île de France (assurances) ; Terre et Mer (assurances) ; l'Union française (assurances) ; l'Unité, (assurances) ; l'Éveil français ; Compagnie d'alimentation et d'installations frigorifiques ; Gunée-Niger.

Sur divers bancs : Sautéz-en !

M. Georges Lévy. — Soit ! J'en saute, puisque vous m'en priez.

M. Paul Denise. — Non ! Il ne faut pas en sauter. Il faut lire tout ou rien.

M. Georges Lévy. — Eh bien, je lirai tout.

M. Vaillant-Couturier. — Mais oui ! Quand vous serez fatigué, je vous remplacerai,

M. Paul Denise. — Il ne faut pas qu'il y ait des protégés.

M. Georges Lévy. — Vous pouvez vérifier, du reste. Cet annuaire est dans le public. Il ne s'agit pas de renseignements secrets, cette liste est imprimée dans tous les annuaires. Vous n'avez qu'à lire l'annuaire Chaix, l'annuaire du Comité des forges et celui des houillères et vous verrez ces noms qui y figurent..

M. Le Guen. — C'est la première fois que l'on fait une pareille lecture à la tribune française.

M. Georges Lévy. — Ou bien ces faits ne sont pas révoltants, et il n'y a aucun inconvénient à ce que je lise ces noms, ou bien vous les condamnez, et alors écoutez-moi. C'est à vous de juger.

M. Le Guen. — Vous les livrez à la publicité !

M. le colonel Picot. — Ce n'est pas gênant.

M. Georges Lévy. Ce livre n'est pas de parti pris.

M. Join-Lambert. — Parlez assez haut pour qu'on vous entende, cela ne nous gêne pas!

M. Georges Lévy. — La *Journée industrielle* du 14 novembre 1922 à donné, ces indications. Vous voyez qu'elles sont puisées dans des journaux très recommandables.

M. le rapporteur général. — Indiquez là référence du livre et chacun l'achètera. Il est inutile de le lire maintenant.

M. Georges Lévy. — M. Diébolt-Weber, sénateur du Bas-Rhin, président : Société de transports Jonenam ; Ciments Portland de Lorraine ; Laiterie centrale de Strasbourg ; vice-président Industrie des déchets textiles ; administrateur : Etablissements Filone ; Grands Moulins de Pantin-Paris ; Grands Moulins de Strasbourg ; Sucreries et raffineries d'Erstein ; Fabrique strasbourgeoise de pâtés de foie gras ; Banque rurale de Strasbourg.

Dior (Lucien), député de la Manche, administrateur : Sous-comptoir des entrepreneurs [non : c'est Louis Dior, gros entrepreneur parisien dont un fils, Maurice, avait épousé la fille de Lucien Dior, qui était administrateur du Sous-Comptoir (et vice-président de l'Industrielle Foncière)] ; Compagnie française des superphosphates ;

Phosphates de M'Zaïta (démissionnaire à l'assemblée générale du 27 juin 1921 « pour se consacrer à son mandat ministériel »)[sachant que son gendre, Maurice Dior, siégeait à ses côtés et qu'il prit la présidence...]; Usines Dior [engrais] ; Société des fabricants français de superphosphates.

Doumer (Paul)[anc. gouverneur général de l'Indochine], sénateur de la Corse, président du conseil d'administration Compagnie générale d'électricité ; Union minière et métallurgique de Russie ; Laminoirs, hauts fourneaux, forges, fonderies et usines de la Providence (Belgique) ; Compagnies réunies des glaces et verres spéciaux du Nord de la France ; Compagnie générale radiotélégraphique.

Duboin (Jacques), député de la Haute-Savoie, administrateur : Banque Duboin et Cie, devenue Hoskier et Cie ; Fonderies [de Paris et] de la Seine ; Papeteries d'Aubeterre et de Pont-Vieux ; Transports et industries ; Chaux, ciments et matériaux de construction au Maroc ; Établissements Beccat ; Pathé-Consortium cinéma ; Société d'habitations ouvrières de Paris et de la Seine ; Établissements E. Feuillette ; Chalets de nécessité et Anciens Établissements Porcher réunis.

[Dugueyt (Paul), député de l'Isère (1919-1924) : gendre de Jean-Baptiste Debellec, administrateur directeur de la Compagnie française des câbles télégraphiques et président de la Société suisse de la viscose. Frère aîné de Maurice Dugueyt, administrateur délégué de la Société suisse de la viscose, président de l'Union forestière africaine, etc. On retrouve un peu plus tard les frères Dugueyt à la Compagnie minière des pétroles de Madagascar et aux boursouflées Mines d'Arrens (Hautes-Pyrénées).]

Dumont (Charles), sénateur du Jura. Président du conseil d'administration du syndicat central des banques de province ; de la Société centrale des banques de province (débâcle) ; du Lloyd de France maritime transport ; de la Banque franco-japonaise ; de la Compagnie d'électricité industrielle ; des Ateliers et chantiers maritimes du Sud-Ouest (en liquidation judiciaire) ; administrateur: France-États-Unis ; Association nationale d'expansion économique ; Compagnie générale des tabacs.

Durand (Jean), sénateur de l'Aude, administrateur : Banque nationale d'agriculture ; Abattoirs industriels de France.

M. le colonel Picot. — Je suis administrateur de l'Office national des mutilés. Vous ne m'avez pas cité.

M. Georges Lévy. — Ce n'est pas la même chose. L'Office des réformés et mutilés n'est pas une affaire.

M. la colonel Picot. — Si, c'est une très bonne affaire et je m'en occupe sérieusement. Mais elle ne rapporte qu'aux camarades.

M. Georges Lévy. — C'est une institution tout à fait différente des sociétés anonymes dont je cite les administrateurs.

Dutreil (Maurice)¹, député de la Mayenne, administrateur : Huelva Copper Sulfur Mining Cy [Huelva Copper and Sulfur Mines] ; Compagnie financière et industrielle ; L'Ile-de-France (assurances) ; la Foncière franco-belge ; Omnium français de l'Europe centrale ; Banque Vercotte et Cie.

[Duval-Arnould (Louis), député de la Seine (1919-1936) : beau-frère de Pierre Arnould, polytechnicien, ingénieur ECP, président des Papeteries Matussière et Forest, vice-président de la Société industrielle et forestière de l'Indochine.]

Eccard (François), sénateur du Bas-Rhin, président : Banque de Strasbourg ; administrateur ; Brasserie de l'Espérance ; Rhin et Moselle.

Escudier (Paul), député (de la Seine), administrateur : Mines de Deneck Maden [Asie mineure] ; L'Ile-de-France (assurances).

¹ Maurice Dutreil (1875-1940) : fils de Paul Bernard-Dutreil, sénateur de la Mayenne, administrateur de la Banque russe et française. Député de la Mayenne (1902-1928). Administrateur de la Banque hypothécaire franco-égyptienne (1910)...

Favre (Albert), député de la Charente-Inférieure, administrateur : Compagnie parisienne d'assurances ; Omnium industriel et commercial ; Union charbonnière et métallurgique ; Bauxites de la Méditerranée.

[Fould (Achille), député des Basses-Pyrénées. Frère de Jacques Fould, marié en 1916 à la fille d'Edgar de Sinçay, administrateur de diverses sociétés [dont la Vieille-Montagne, les Chargeurs réunis, la N'Goko-Sangha \(vice-président\) et les Chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan.](#)]

Fournier-Sarlovèze (Robert), député de l'Oise, administrateur : l'Urbaine et la Seine (assurances), Urbaine-vie, Urbaine-incendie, Urbaine-capitalisation, Union centrale d'entreprises, Plâtrières de Taverny et de Bessancourt.

François-Marsal (Frédéric), sénateur du Cantal, administrateur : Banque de l'union parisienne, Crédit foncier péruvien, Banque d'Alsace-Lorraine, Banque générale du Nord, Banque Adam, Banque internationale du Luxembourg Banque du Dauphiné, Crédit foncier et communal d'Alsace-Lorraine, Société immobilière parisienne et lyonnaise, [Vignobles de la Méditerranée](#), etc.

[Gaebelé, industriel textile, sénateur de l'Inde]

M. Paul Denise. — Si Jaurès était là, il protesterait sûrement.

H. Georges Lévy. — Si Jaurès était là, il verrait, au contraire, que c'est le seul moyen de montrer quelle est la situation du régime actuel.

Ce n'est pas la faute de Jaurès si le régime est ainsi.

D'ailleurs, ne faites pas trop parler Jaurès. Il y a un inconvénient à faire parler les morts. Occupons-nous des vivants.

M. Marcel Habert. — Le règlement permet-il que l'on mette ainsi en cause des collègues absents.

M. le président. — Le règlement permet un orateur de soutenir comme il l'entend l'amendement qu'il a déposé. M. Lévy est dans le sujet.

M. Georges Lévy. — C'est parce que je défends mieux que vous, messieurs, les intérêts du pays, que j'ai raison de faire cette lecture.

Les intérêts du pays n'ont rien de commun avec les intérêts des grandes sociétés.

M. Le Guen. — À Moscou !

M. Georges Lévy. — Nous pouvons y aller, à Moscou. Nous n'emporterons pas de tantièmes ni de jetons de présence de conseils d'administration.

Je continue ma lecture :

Gaborit (Félix), député de Seine-et-Marne, administrateur des Établissements Tambuté.

Gaebelé, sénateur de l'Inde française, administrateur des Filatures et tissages Gaebelé.

Gauvin, sénateur du Loir-et-Cher, administrateur : Société européenne de gestions ; Compagnie commerciale privilégiée de Serbie.

Gegauff (Sébastien), sénateur du Haut-Rhin, administrateur gérant : Société commerciale des potasses d'Alsace ; Société alsacienne des mines de potasse.

Géo-Gérald, député de la Charente : président du conseil de direction du Comité national d'expansion économique dans l'Europe orientale ; administrateur : Usines Motobloc [à Bordeaux][démission enregistrée à l'A.G. de 1921].

Gérard (Albert)[1861-1943], sénateur des Ardennes [1903-1930] : Boulonneries de Bogny-Braux ; Forges et aciéries de Flize [reprises en 1934 par la Société métallurgique de l'Escaut (Métalescaut)] ; Société syndicale des banques [transformée en Banque syndicale de Paris] ; Textiles et textiloses [et les Papeteries de Rethel] ; [Hardy-Capitaine, à Nouzon (via Bogny et Flize)] ; Compagnie française des phosphates ; Association financière pour le commerce et l'industrie ; Groupement industriel et foncier ; [président d'] Ardennes électriques ; Filatures de Blainville ; Société immobilière du Parc-Monceau ; Omnium d'importation et d'exportation ; Équipements militaires de Chenebier ; Manufacture belge de textilose ; Banque régionale des Ardennes [absorbée en 1926 par

la Banque syndicale de Paris qui fera faillite en 1931][président (mai 1924-déc. 1931) de l'Électro-métallurgie de Dives, principal actionnaire, avec Carnaud, des [Étains et wolfram du Tonkin, administrateur de la Compagnie équatoriale de mines \(1929\)](#)].

Le baron François Gérard, député du Calvados : Compagnie des chemins de fer de l'Ouest (en liquidation) ; Compagnie des houillères de la Haute-Loire ; France-Expansion.

Giraud (Hubert), député des Bouches-du-Rhône : : [Banque de Syrie](#) ; [Compagnie marocaine](#) ; [Compagnie de navigation Paquet](#) ; Société générale de transports maritimes à vapeur, etc., etc.

Le colonel Girod, député du Doubs : Atlas-Aviation Lyon ; Société française des automobiles Zedel ; Avions Henriot ; Société d'études pour l'application des hydroglisseurs de Lambert.

Gounouilhou, député du Gers : Banque industrielle de Paris ; Compagnie française atlantique des mazouts et pétroles ; l'Édition française illustrée ; Société pour l'approvisionnement de la presse française ; Société foncière de Loudéac ; Société immobilière du Sud-Ouest ; Pathé-Consortium-Cinéma ; Banque d'escompte et de change à Budapest, etc.

Grinda (Édouard), député des Alpes-Maritimes : Textiles de France ; Pêcheries françaises du Sud-Ouest ; Société financière pour l'industrie ; Oxydrogène ; Grands Réseaux électriques.

[Guernier (Charles), député d'Ille-et-Vilaine, neveu de Léon Husson (1853-1931), ancien directeur du câble sous-marin à Haïphong, ancien administrateur de la Société française des distilleries de l'Indochine.]

Hauet (Albert) [1857-1941], député de l'Aisne [1906-1941] : [Compagnie chérifienne des carpettes](#) ; [Société asiatique d'importation et d'exportation](#) ; les Cargos français.

Hayez, sénateur du Nord : Mines de Liévin ; Verreries de l'Ancre réunies ; l'Electrique de Lille-Roubaix-Tourcoing ; Charbonnages d'Alexinatz (Serbie).

Helmer (Paul-Albert), sénateur du Rhin : Séquestre des Sociétés minières d'Amélie, Else, Joseph et Max ; Société commerciale des potasses d'Alsace-Lorraine ; Société alsacienne et lorraine des recherches minières ; Société alsacienne de navigation rhénane ; Société alsacienne de crédit industriel et commercial ; Société d'études pour la navigation du Rhin... (Interruptions et bruit.)

[Hervey (Maurice), sénateur de l'Eure, président de la [Cie agricole oranaise](#). Beau-père de Gustave-Adolphe Thierry-Mieg, [administrateur de la Cie agricole oranaise et des Éts Delignon \(Annam\)](#).]

M. le président. — L'orateur est à la tribune, il use de son droit.

M. Bartholoni. — Ce n'est pas un orateur, c'est un lecteur.

Et on dira que ce n'est pas de l'obstruction !

M. Georges Lévy. — Maintenant que j'ai commencé, je désire continuer.

M. Vaillant-Couturier. — Je voudrais me permettre de continuer ces observations par quelques exemples. (Vives réclamations à gauche, au centre et à droite.)

M. Georges Lévy. — Isaac (Auguste), député du Rhône : Comité central des houillères de France ; Mines de la Roche-la-Molière et Firminy ; Compagnie universelle du canal maritime de Suez ; Société des logements économiques et d'alimentation ; Houillères de la Chazotte ; Lugdunum ; Chemins de fer P.L.-M., etc.

[Israël (Alexandre), député radical de l'Aube, publiciste, marié à Noémie Marcelle Astruc, sœur de Jean Astruc (1880-1957), publiciste financier, administrateur de la Société minière du Tonkin.]

Japy, sénateur du Doubs : Aciéries et laminoirs de Beaurain ; Groupement de la métallurgie sinistrée.... (Interruptions.)

M. Bouteille. — Voilà des procédés d'obstruction navrants pour le régime parlementaire.

M. Georges Lévy. — Vous avez raison de protester, mais il faut protester contre les administrateurs de ces sociétés.

Sur divers bancs. — A la question !

M. le président. — Monsieur Lévy, le règlement ne me permet pas de vous interrompre dans votre lecture, mais vous abusez des instants de la Chambre.

M. Georges Lévy. — Je ne puis pas m'arrêter dans ma lecture :

[Join-Lambert (André), député de l'Eure, frère de Francis Join-Lambert, commissaire aux comptes des mines de Sidi-Bou-Aouane, administrateur délégué de la Compagnie auxiliaire de navigation.]

Josse², sénateur de l'Eure : [Banque française de l'Afrique équatoriale ; Afrique et Congo](#) ; la *Petite cote de la Bourse*.

Jourdain (Paul), député du Haut-Rhin : Chaux et ciments d'Altkirch ; Filature et tissage Jourdain ; Comptoir central des voies ferrées.

Le Corbeiller, député de la Seine : administrateur de la France-incendie, de la France-vie, de la France-réassurances, des Pêcheries maritimes.

Comte Charles de Lasteyrie, député de la Corrèze : Chemins de fer du Midi ; Land Bank d'Egypte ; la Providence, assurances incendie ; la Providence, assurances-accidents ; Mines de houille de Marly ; Chantiers et ateliers Augustin-Normand.

M. de Lasteyrie a donné sa démission d'administrateur lors de son entrée au ministère des financés, *Journée industrielle* du 19 février 1922.

Leboucq (Charles), député de la Seine : France-Export, Confédération générale de la navigation intérieure en France.

Lebrun (Albert) sénateur de Meurthe-et-Moselle : Charbonnage de Beeringen ; Aciéries de Micheville (Bruit.)

Lederlin (Paul), sénateur des Vosges : Banque du Rhin ; Mines de Pont-Saint-Vincent ; Société chimique pour l'industrie du cuir ; Compagnie nationale des matières colorantes ; Produits chimiques et colorants français ; Société française de la Viscose, etc., etc.

Le Provost de Launay (Gaston), député de la Charente-Inférieure : Forges de Leval-Aulnoye ; Carrières de Porphyre de Saint-Raphaël ; [Société cotonnière du Tonkin](#).

Leroux (Paul), sénateur de la Vendée : Caisse paternelle-assurances ; Paternelle-incendie-assurances.

Lesaché (Victor), député de l'Aube : Société commerciale des potasses d'Alsace ; Comptoir technique et commercial ; Forges, tréfileries et pointeries de Creil.

Au centre. — Et c'est cela la protection des travailleurs !

M. Marc Sangnier. — Vous feriez mieux de citer les noms de ceux qui ne font partie d'aucun conseil d'administration : ce serait plus rapide !

M. Georges Lévy. — Ce serait difficile.

Lévy (Raphaël-Georges), sénateur de la Seine : [sous-directeur BPPB] Comité des obligataires de la Brazil Railways ; Cuivre et pyrites ; [v.-pdt] Crédit mobilier français ; [pdt] Compagnie industrielle du platine [> 1925-1931 : CREM en Indochine, Étains du Cammon] ; Charbonnages de Nikitofka [absorbés par la Cie des sels gemmes et houillères de la Russie méridionale depuis... 1905 !] ; [pdt] Compagnie générale des tabacs [> 1921-1927 : Tabacs de l'Indo-Chine] — M. Lévy est partisan de la cession du monopole !

Lhopiteau (Gustave), sénateur d'Eure-et-Loir : Compagnie française des métaux ; Union sucrière de l'Aisne.

Lubersac (Guy de), sénateur de l'Aisne : Etablissements Tredegar de Lubersac ; La Franco-Britannique [assurances] ; Etablissements Odon de Lubersac ; Confédération générale des coopératives de reconstruction.

² Prosper Josse (1874-1953) : député (1913-1924), puis sénateur (1924-1929-1938-1942) de l'Eure. Frère cadet d'Adrien Josse, administrateur de deux douzaines de sociétés, la plupart coloniales. Voir encadré :

www.entreprises-coloniales.fr/afrique-equatoriale/Bq_frse_Afrique.pdf

Magny (Paul), sénateur de la Seine : Société d'études commerciales et industrielles ; Carrières et matériaux de Nécy.

Marraud (Pierre), sénateur du Lot-et-Garonne : Crédit foncier de France ; [Banque de l'Indochine](#) ; Chemin de fer du Congo aux grands lacs africains.

Marot (Émile), sénateur des Deux-Sèvres, administrateur des Forces motrices de la Vienne.

Mathis (Édouard), député des Vosges : Nouvel Hôtel de Vittel ; Société du Vittel-Palace.

Menier (Gaston), sénateur de Seine-et-Marne : Banque de Montréal ; Office des transactions agricoles de la France. (Bruit.)

Michaut (Henri), sénateur de Meurthe-et-Moselle : Société nancéienne de crédit industriel, etc.

Michel (Louis), sénateur de Meurthe-et-Moselle : Constructions électriques de Nancy; Crédit français ; Banque du Rhin ; Tanneries de France ; Forges et aciéries de Commercy, etc. [Beau-père du docteur Pierre Lignac, administrateur de l'[Omnium français d'électricité \(1923\)](#), implanté en Algérie et en Tunisie.]

Montaigu, sénateur de la Loire-Inférieure : administrateur des Chemins de fer Paris-Orléans ; [Phosphates de Gafsa](#) ; Etablissements Carnaud et forges de Basse- Indre, etc.

De Moustier, sénateur du Doubs : Charbonnages du Grand-Buisson ; Mines de houille de Marles, etc.

Néron (Édouard), sénateur de la Loire : Compagnie française internationale de transports par le froid ; Ciments Portland [artificiels de Couzon]...

(Interruptions et bruit.)

M. le président. — Vous lassez la patience de la Chambre. Il est deux heures du matin.

Voix nombreuses au centre. Et nous n'entendons même pas.

M. Vaillant-Couturier. Le gouvernement a dit que nous siégerions jusqu'à ce l'article 3 soit voté. Nous y sommes tout disposés.

M. Georges Lévy. — Messimy, sénateur de l'Ain : Société franco-espagnole de travaux publics [constituée en 1919, dissoute en 1920] ; [Cie générale des colonies](#), etc.

Paté, député de la Seine : Société de construction en fer Pauchot ; Hôtel-Moderne de Paris.

Perchot, sénateur des Basses-Alpes : [Banque industrielle de Chine](#) ; Société d'études et de navigation ; Société française de travaux publics ; Société franco-hollandaise de travaux publics, etc.

Petitjean, député de la Seine : Entreprises générales et charpentes industrielles ; Produits chimiques de l'Yonne.

Planche (Gilbert), député des Hautes-Alpes : [Compagnie minière du Congo \[français \(CMCF\)\]](#) ; Société spéciale pour l'exploitation des mines, Société industrielle de construction.

Plissonnier (Simon), député de l'Isère : Société lyonnaise de construction de machines agricoles.

Au centre. — Vous ne lisez pas tout.

M. Georges Lévy. — Je passe les administrateurs de journaux. Vous pouvez contrôler.

Poussineau, député d'Ille-et-Vilaine : Société Le Granit.

[Raynaud (Maurice), député gauche démocratique de la Charente : avoué, président des Freins Lipkowski et de la Compagnie agricole de meunerie, plus tard administrateur (jan.-avril 1927) de la Société sucrière et agricole de Guyane.]

Rendu (Ambroise), député de la Haute-Garonne : Usines Duval, [Rhums purs](#).

Rouland (Julien), sénateur de la Seine-Inférieure ; Société syndicale des Banques ; Compagnie foncière ; Société des immeubles de France ; Compagnie générale des tabacs [> 1921-1927 : [Tabacs de l'Indo-Chine](#)], etc., etc. [Compagnie du tramway d'Oran à Hammam-bou-Hadjar et extensions]

De Saint-Quentin, sénateur du Calvados : Aciéries de Longwy ; Comité des forges ; Société française métallurgique ; Société métallurgique de Gorcy ; Forges de Recquignies ; Papeteries Gouraud ; Charbonnages de Sosnowice, etc. (bruit).

M. About. — Nous n'entendons pas. Nous demandons une seconde lecture. (Rires).

[Étienne de Seynes, député du Gard : frère de Louis de Seynes, président de la Société minière franco-africaine (Pyrénées et Algérie) et administrateur de la Sté agricole et industrielle de l'Ogooué, et de Pierre de Seynes, administrateur de la Société d'entreprises et d'exploitations minières en Indochine.]

M. Georges Lévy. — [Thibout, député de la Seine, président de la Société de plantations et d'exploitations coloniales à Bingerville (Côte-d'Ivoire), et Thoumyre, de la Seine-Inférieure, administrateur des Charbonnages du Tonkin et des Ciments Portland artificiels de l'Indochine, sont oubliés] Touron, sénateur de l'Aisne : Pâtes, papiers et textiloses ; Forces motrices de la Tuyère.

de Wendel (François), député de Meurthe-et-Moselle : Banque de France ; Comité des forges ; Chambre syndicale des mines de fer ; Union des industries métallurgiques et minières ; Société métallurgique de Knutange ; Société électrique des houillères du Pas-de-Calais ; Mines de Dourzais ; Etablissements Carnaud et forges de Basse-Indre ; Comité des forges et minerais de fer de l'Est de la France ;... Charbonnages de Mouzeilles-Montrelais [[Étains et wolfram du Tonkin](#)], etc.

Sur divers bancs. — Vous en avez oublié !

M. Georges Lévy. — Je n'ai pas oublié M. Loucheur qui a déclaré avoir démissionné des sociétés dont il faisait partie. Elles étaient nombreuses : Union française de crédit pour le commerce et l'industrie [[Ucina](#)] ; Société générale d'entreprises [[SGE](#)] ; Compagnie électrique de la Loire et du Centre ; Énergie électrique du Nord de la France ; Énergie électrique du Centre ; l'Électrique Lille-Roubaix-Tourcoing ; Énergie électrique du Sud-Ouest ; Sud-Électrique ; Omnium d'installations électriques...

LES INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES PARLEMENTAIRES ET FINANCIERS

Notre brochure au Parlement

(*Les Documents politiques, diplomatiques et financiers*, mars 1924)

Nous devons noter, préalablement, que notre nouvelle édition a rencontré un succès politique considérable.

C'est à elle qu'est dû, en grande partie, à l'échec de M. Plichon et de M. Noulens aux élections sénatoriales de janvier.

C'est devant les difficultés que notre brochure lui soulèverait que M. Artaud, autre politicien financier d'envergure, a décidé de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat.

Enfin, notre brochure a eu, par deux fois, les honneurs de la tribune de la Chambre des Députés.

Tout d'abord, le 8 février 1924, lorsque M. Xavier Vallat, député royaliste de l'Ardèche, présentant son amendement, déclarait qu'il désespérait « de figurer jamais dans l'annuaire que M. Mennevée a consacré aux parlementaires financiers ».

Mais c'est surtout dans la séance de nuit du 18 février, au cours de laquelle le député communiste Georges Lévy (on le voit, les extrêmes se touchent parfois beaucoup plus souvent qu'on ne le croit — et le plus curieux c'est que, personnellement, nous sommes un radical-socialiste impénitent) fut chargé par ses collègues communistes de présenter un amendement à l'article 3 du projet financier, « pour le sauvetage du franc », amendement ainsi conçu :

MM. Georges Lévy, Renaud Jean, Alexandre-Blanc, Aussoleil, André Berthon, Marcel Cachin, Morucci, Philbois, Nicod et Vaillant-Couturier, proposent d'ajouter dans cet article, après les mots : « la loi du 24 décembre 1923 », la disposition suivante : « Les parlementaires membres de Conseil d'administration de sociétés bancaires, industrielles, commerciales, etc., payeront une taxe exceptionnelle de 50 % sur les sommes perçues au titre de tantièmes, jetons de présence, dividendes, etc., avec rappel à partir du 16 novembre 1919. »

M. Georges Lévy le fit en ces termes :

Nous avons pensé qu'à l'heure où vous cherchez des ressources, alors qu'il y a entre la politique et les affaires des imbrications qui ne sont pas favorables aux économies, il était légitime, en attendant que vous votiez les incompatibilités, de les frapper d'une taxe spéciale, car il n'est pas douteux que c'est à ce mélange d'affaires et de politique que nous devons la politique de cette Chambre.

Nous ne nous illusionnons pas sur ce que peuvent faire les hommes. Nous savons qu'à la base de tous les défauts et de tous les crimes de la société actuelle, il y a le régime.

Mais nous ne sommes pas assez matérialistes, malgré tout, pour ne pas comprendre que les hommes ont, dans des conditions données, une action. C'est précisément ce que je vais essayer de vous montrer, d'abord en résumant les grandes affaires auxquelles sont mêlés des parlementaires.

Les grandes catégories d'affaires auxquelles appartiennent des parlementaires de cette assemblée ou de l'autre sont [les affaires coloniales](#), les affaires de grande métallurgie, les affaires houillères, les grandes banques, les compagnies d'assurance.

Quand il s'agit de certaines questions, il n'est pas admissible de laisser s'opposer les intérêts du pays et les intérêts de ceux qui ont une double mission, puisqu'ils sont à la fois les défenseurs des intérêts dits généraux du pays et des intérêts particuliers de grandes sociétés anonymes.

Comme ils ont ainsi à choisir entre leurs différents intérêts, pour que leur conscience ne puisse pas faiblir, nous voulons mettre un garde-fou devant elle en vous proposant d'adopter notre amendement ayant pour objet de faire cesser cette dualité entre l'homme politique et l'administrateur de société.

Nous pensons que, quand on veut servir son pays, on doit le servir complètement ; on a besoin de toutes ses forces. On ne peut pas à la fois servir les intérêts du pays et s'occuper d'affaires.

[Nombreux sont, dans cette Chambre, les hommes qui sont favorables à l'exploitation des colonies — le mot n'est pas trop fort.— en y ajoutant surtout l'exploitation des indigènes.](#)

Les colonies ont profité au capitalisme et ont coûté aux contribuables français.

Les colonies ont profité surtout aux sociétés coloniales. Voyez au *Journal officiel* les bénéfices réalisés par les banques coloniales, vous constaterez que, malgré la modicité des capitaux investis dans ces banques, elles réalisent en une année des bénéfices doubles ou triples du montant de ces capitaux.

Quand on songe que des hommes politiques sont intéressés dans ces banques, on comprend leur désir de mettre en valeur nos colonies. Ce sont d'abord leurs propres affaires qui bénéficient de cette exploitation des colonies.

De pareilles mœurs ne sont pas tolérables.

J'ai déjà entretenu la Chambre de la question des houillères, ces entreprises qui réalisent des bénéfices énormes. Quand nous songeons à ces bénéfices scandaleux, et quand nous voyons des hommes faisant partie du comité des houillères de France, ou intéressés dans les grandes houillères, siéger à la fois dans les conseils d'administration et sur les bancs de l'une ou l'autre assemblée, nous nous demandons qui ils servent : le pays ou les houillères ?

Il en est de même quand il s'agit des compagnies d'assurance, des grandes banques ou du comité des forges.

Si bien que des hommes modérés, comme M. Georges Scelle, professeur de droit international à la Faculté de Dijon, comme M. Chenevier, qui, bien que n'étant pas des nôtres — il me plaît d'invoquer leurs affirmations qui appuient celles de notre presse — dénoncent le rôle du comité des forges dans l'occupation de la Ruhr.

M. Pinot, vice-président du comité des forges, dit, dans une interview donnée à la *Journée industrielle* : « Nous, nous n'avons rien à faire dans la politique de la Ruhr. » Mais on sait qu'avant l'occupation de la Ruhr, des hommes qui font partie du comité des forges ont écrit des articles pour demander que la sécurité du pays soit assurée par cette opération.

L'occupation de la Ruhr avait-elle pour but d'assurer la sécurité du pays ou de faire le jeu du comité des forges ?

Le comité des forges et le comité des houillères ont fait une politique extérieure contre l'intérêt de leur pays.

J'accomplis une œuvre de salubrité publique.

Nous sommes justement à l'heure où tous les scandales éclatent et où le dernier des scandales doit éclater.

Il faut que le pays sache pourquoi telle politique a été faite ici par des hommes appartenant à de grandes sociétés anonymes.

Il s'agit de questions graves qui ne touchent pas seulement des personnes. Il s'agit de savoir si la situation qui se perpétue depuis l'élection de la Chambre actuelle continuera ou si elle cessera.

Quand nous dénonçons certains faits, il semble que tous les hommes qui ont quelque conscience devraient être d'accord avec nous pour les condamner.

Je vous citerai les noms des députés faisant partie de conseils d'administration. Je vous demanderai de nous citer les noms des membres de notre parti qui sont dans le même cas et nous discuterons.

M. XAVIER VALIAT. — Est-ce le livre de M. Mennevée que vous avez en main ?

M. GEORGES LÉVY. — Oui.

Je le lirai par ordre alphabétique. »

Et M. Georges Lévy le fit comme il l'avait dit, lisant la liste intégrale des parlementaires financiers et des sociétés auxquelles ceux-ci sont attachés, non sans soulever les plus violentes protestations, particulièrement sur les bancs du Bloc National.

On le comprend ! Ce document est très suggestif.

L'amendement de M. Lévy et de ses collègues communistes fut repoussé par 380 voix contre 80 Et, bien entendu, les parlementaires d'affaires qui figurent dans noire brochure ont voté contre, à l'exception de MM. Accambray, Aubriot, Ballande, Bénazet, Charles Bernard, Binet, Caïtucoli, Diagne, Duboin, Franklin-Bouillon, Georges Barthélémy, Colonel Girod, Hauet, Hennessy, Herriot, Heurteaux, Lenoir, Levasseur, Léon Meyer, Bernier, Péret, Planche, Tardieu, qui n'ont pas pris part au vote.

MM. Bouilloux-Lafont, Candace, Galmot, Gasparin, Boussenot, Marot, Plissonnier, Poussineau, Maurice Raynaud étaient absents par congé.

C'est, enfin, au Sénat, où la proposition de M. Gaudin de Villaine sur les incompatibilités parlementaires a été discutée et où le principe et des modalités des diverses incompatibilités ont été votés en première lecture.

Nous ne saurions trop nous féliciter de constater que notre effort n'a pas été inutile.

II.

Errata et additions à l'édition 1924

1° RECTIFICATIONS

Enregistrons tout d'abord DEUX rectifications. Nous insistons sur le chiffre « deux » pour montrer dans quelle proportion véritablement infime nous avons commis des erreurs — car nous n'avons pas la prétention d'être infaillible :

M. DALADIER

Député de Vaucluse

signalé comme administrateur de la Générale-Publicité.

C'est une erreur de plume. C'est M. DARIAC qui a cette qualité.

M. BOISNEUF

Député de la Guadeloupe

signalé comme administrateur de la Compagnie générale d'exportation et d'importation.

Nous avions pris cette information dans l'agence *Le Capital* du 27 septembre 1923, qui précisait que M. Boisneuf, député de la Guadeloupe, venait d'être nommé administrateur de cette société par l'assemblée constitutive du 26 septembre³.

C'est une erreur. M. BOISNEUF n'est pas administrateur, mais, simple actionnaire de la Compagnie générale d'exportation et d'importation.

2° NOUVEAUX PARLEMENTAIRES FINANCIERS

M. AJAM, Maurice

Député de la Sarthe

Adresses : 68, boulevard Pasteur, à Paris, et 6 bis, rue Auvray, au Mans (Sarthe).

Administrateur : Société cotonnière et linière du Nord.

M. GUIST'HAU, Gabriel

Député de la Loire-Inférieure

Adresse : 1 bis, place de l'Alma, à Paris (16^e).

Ancien président : Comité France-États-Unis.

Président du conseil d'administration : Société France-Amérique du Nord (nommé à la constitution février 1924.)

M. LAGROSILLIÈRE, Joseph

Député de la Martinique

Adresse : Casier de la Poste, Palais-Bourbon (??.).

Associé de la Société en commandite simple Joseph Lagrosillière et Cie (épicerie, quincaillerie, à Fort-de-France et deux autres villes de la Martinique)(Règlement transactionnel en 1921. Déclarée en faillite il y a quelques semaines).

M. PAINLEVÉ, Paul

Député de la Seine

Adresse : 18, rue Séguier, à Paris.

Administrateur : Librairie Félix Alcan (nommé à la constitution, février 1924.)

M. TISSEYRE, Charles

Député de Saône-et-Loire

Adresse : 54, boulevard Maillot, à Neuilly-sur-Seine.

³ La Journée industrielle du même jour le présente même comme président du conseil d'administration.

Administrateur : Omnium danubien (nommé à la constitution, février 1924.)

3° MODIFICATIONS AUX PARLEMENTAIRES DÉJÀ CITÉS

M. BARTHOLONI, René

Député de la Haute-Savoie

Administrateur :

Société d'Éditions Nationales (nommé à la constitution, février 1924).

M. BÉNAZET, Paul

Député de l'Indre

Administrateur : Maison Agnès.

M. BLUYSEN, Paul

Député de l'Inde

Élu sénateur le 9 mars 1924.

M. BERNIER, Joseph

Député de l'Ain

Administrateur : Grands Moulins français (D'après une note du *Quotidien*, M. Bernier aurait démissionné depuis trois mois.)

M. BERTRAND, Charles

Député de la Seine

Administrateur : Établissements Lancelot, Société d'Editions Nationales (nommé à la constitution, février 1924).

M. BINET, François

Député de la Creuse

Administrateur : Société immobilière de Paris (nommé à la constitution, février 1924)

M. CALARY DE LAMAZIÈRE, Raoul

Député de la Seine

Administrateur de diverses sociétés, dont Établissements S. B. A. M. (en liquidation judiciaire, 10 mars 1924).

M. CHAGNAUD, Léon

Sénateur de la Creuse

Administrateur : Caisse immobilière de gérance et de crédit (nommé à la constitution, mars 1924).

M. CHASSAIGNE-GOYON, Paul

Député de la Seine

Administrateur : Société des voyages Duchemin.

M. BARIAC, Adrien

Député de l'Orne

Administrateur : La Générale Publicité.

M. FLEURY-RAVARIN

Député du Rhône

Décédé.

M. FRANKLIN-BOUILLON, Henry
Député de Seine-et-Oise
Administrateur : La Gestion (assurances)(nommé à la constitution, novembre 1921),
La Nation (assurances).

M. GAEBELÉ
Sénateur de l'Inde française
Démissionnaire de son siège de sénateur le 25 décembre 1923 (démission notifiée au Sénat le 18 janvier 1924.)

M. GIROD, Adolphe
Député du Doubs
Administrateur : Société Lyonnaise du Bois (Anciennement Atlas Aviation Lyon.)
En outre, la Société d'études pour l'application des hydroglisseurs de Lambert (est entrée en liquidation.)

M. LEDERLIN, Paul
Sénateur des Vosges
Administrateur : Comptoir cotonnier français (nommé à la constitution, mars 1924), Fécularies de l'Est (nommé à la constitution, décembre 1923), Agricole de Minoterie (nommé à l'assemblée du 14 février 1924).

M. MESSIMY, Adolphe
Sénateur de l'Ain
Administrateur : Société des tracteurs mécaniques à grande puissance. (Nommé à la constitution, mai 1920.)

M. MOLLARD, Maurice
Sénateur de la Savoie
Administrateur : Chaux et Ciments de Chanaz (Démissionnaire à l'assemblée du 9 février 1924.)

M. ROULAND, Julien
Sénateur de la Seine-Inférieure
Administrateur : Anciens Établissements Sauvelet (Matériaux de bâtiments)(Nommé à la constitution, mai 1920).

M. TAITTINGER, Pierre
Député de la Charente-Inférieure
Apporteur : Union générale d'intérêts maritimes.

PARLEMENTAIRES ET FINANCIERS
(*Les Documents politiques, diplomatiques et financiers*, juin 1924)

Sous cette rubrique, nous donnerons maintenant les compléments, errata, etc., à notre brochure « Parlementaires et financiers » et nous compléterons, en signalant les attaches des parlementaires avec des « affaires » non montées en sociétés anonymes, mais au sein desquelles leur présence prête aux mêmes commentaires que dans les sociétés.

Nous rappelons, en outre, que nous donnons le *curriculum vitæ* d'affaires de ces parlementaires, et qu'ils peuvent ne plus occuper les postes désignés, soit par suite de démission, etc.

MODIFICATIONS AUX NOMS DÉJÀ DONNÉS

M. BERTHELOT, André
Sénateur de la Seine
Administrateur :
Électricité de la Seine.
Nommé à la constitution, mai 1924.

M. BERTHOULAT, Georges
Sénateur de la Seine
Administrateur :
[L'Alfa](#).
Nommé à l'assemblée du 20 juin 1924.

M. BRETON, J.-L.
Sénateur du Cher
Administrateur :
Appareils ménagers.
Nommé à la constitution, mars 1924.

M. CHAUMET, Charles
Sénateur de la Gironde
Administrateur :
Le Taxiphone.
Nommé à l'assemblée du 19 juin 1924.

M. COIGNET, Jean
Sénateur du Rhône
Administrateur :
Utilisation des os et produits similaires.

M. DIEBOLT-WEBER, Michel
Sénateur du Haut-Rhin
Administrateur :
Constructions mécaniques Schiltigheim-Strasbourg.
Nommé à la constitution, mars 1924.
Société alsacienne d'emballages métalliques.
Nommé à la constitution, avril 1924.
Société française de meunerie.
Grande Minoterie dijonnaise.
Nommé à l'assemblée du 17 mai 1924.
Compagnie commerciale de l'Est.
Office de publicité permanente.

M. DIOR, Lucien
Député de la Manche
Administrateur :
L'Industrielle foncière.

Démissionnaire à l'assemblée du 27 juin 1924.

[Toujours la même confusion : c'est l'entrepreneur parisien Louis Dior qui a démissionné, l'assemblée du 27 juin 1924 précisant « en cours d'exercice », c'est-à-dire en 1923.]

M. DUBOIN, Jacques
Député de la Haute-Savoie
Administrateur :
Établissements E. Feuillette.
Nommé à la constitution en mai 1919.

M. DURAND, Jean
Sénateur de l'Aude
Administrateur :
L'Express fluvial.
Banque nationale de l'agriculture.
Démissionnaire de cette dernière à l'assemblée de mai 1924.

M. ELBY, Jules
Sénateur du Pas-de-Calais
Administrateur :
Société d'électricité de la région de Dunkerque.
Nommé à la constitution, décembre 1920.
Société industrielle et agricole de Libercourt.
Nommé à la constitution, mars 1924.
Société de travaux métallurgiques.
Nommé à la constitution, mai 1924.

M. FLAYELLE, Maurice
Député des Vosges
Président du conseil d'administration
Eaux minérales de Vittel.

M. FRANÇOIS-MARSAL, Frédéric
Sénateur du Cantal
Administrateur :
L'Avenir de Maisons-Laffitte (Société immobilière)
Liquidateur :
Société pour l'exploitation des pétroles (mars 1924).

M. HELMER, Albert-Paul
Sénateur du Haut-Rhin
Administrateur :
Société alsacienne de navigation rhénane.
Démissionnaire à l'assemblée du 11 juin 1924.
Société de Navigation sur le Rhin.
Nommé à la constitution, juin 1924.

M. LEDERLIN, Paul
Sénateur des Vosges
Administrateur :
Agence internationale d'Informations.
Nommé à la constitution, mai 1924.

La Journée Industrielle.
Nommé à l'assemblée du 28 juin 1924.

M. de MUN, Bertrand (Comte)
au lieu de MUM. comme indiqué dans notre dernier numéro.

M. PLANCHE, Gilbert
Député des Hautes-Alpes, décédé

M. PLICHON, Jean
Député du Nord
Ancien sénateur du Nord.
Non réélu aux élections sénatoriales du 6 janvier 1924.
Élu député le 11 mai 1924.
Administrateur :
Société nationale d'Immigration agricole et industrielle.
Nommé à la constitution en juin 1924.

M. POTIÉ, Auguste
Sénateur du Nord
Administrateur :
Société française des chaux hydrauliques et ciments du Vermandois.
Nommé à l'assemblée du 31 mai 1922.

M. WEILLER, Lazare
Sénateur du Bas-Rhin
Administrateur :
Grandes Brasseries et malteries de Colmar.
Nommé à l'assemblée du 10 mai 1924.

M. de WENDEL, Guy
Député de la Moselle
Administrateur :
Société d'assurances Rhin et Moselle.
Nommé à l'assemblée du 26 avril 1924.

À PROPOS DE M. MARCEL DONON SÉNATEUR DU LOIRET

Nous avons reçu la lettre suivante :

SÉNAT
Paris, le 10 juillet 1924
Monsieur le directeur,
Votre brochure *Parlementaires et financiers*, édition 1924, me porte comme
administrateur :
Société meunière du Levant ;
Grands Moulins de Lyon-Perrache ;
Compagnie agricole de minoterie ;
Société Emballage pliant, système Laurent ;
Crédit central pour le développement de la minoterie.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne suis administrateur d'aucune de ces sociétés et je vous serais très obligé de tenir compte de ce renseignement pour la rédaction de votre prochaine édition.

Veuillez agréer, etc.

Marcel D. DONON,
sénateur du Loiret.

Nous avons répondu par la lettre suivante :

Paris, le 11 juillet 1924.
Monsieur Donon, sénateur,
Poste restante au Sénat.

« Monsieur le Sénateur,

Nous venons de recevoir votre lettre du 10 juillet par laquelle vous nous informez que, contrairement aux indications de notre brochure Parlementaires et financiers, vous n'êtes pas administrateur des sociétés suivantes :

...
Nous avons le regret de vous faire connaître que nous ne saurions tenir compte de votre lettre.

En effet, si vous avez cru que nos indications étaient données sans documentation *ad hoc*, vous vous êtes trompé très nettement, ainsi que vous allez pouvoir en juger.

Nous nous étonnons tout d'abord qu'alors que notre brochure a été publiée en janvier 1924, vous ne nous ayiez adressé de protestation que sept mois après, alors que vous ne pouvez prétendre ignorer cette brochure puisqu'elle a été citée presque intégralement à la tribune de la Chambre des députés par M. Georges Lévy, dans la séance du 18 février 1924. (Nous devons noter cependant que M. Georges Lévy ne vous a pas nommé.)

Quoiqu'il en soit, nous maintenons que vous avez été nommé administrateur de la Société meunière du Levant au moment de la constitution de cette société en 1922 (« Loi » du 4 avril 1922).

Vous en avez démissionné et cette démission a été ratifiée par l'assemblée du 28 décembre 1923 (au moment où notre brochure était sous presse).

Nous maintenons que vous avez été administrateur du Crédit central pour le développement de la minoterie. Vous avez été nommé par l'assemblée générale du 14 novembre 1921. Il est certain que vous ne l'êtes plus actuellement, cette société ayant été dissoute par absorption par l'Agricole de Minoterie, en février 1924.

Nous maintenons que vous avez été administrateur de l'Agricole de Minoterie. Nous avons entre les mains le prospectus de l'augmentation de capital de 1922 dans lequel vous figurez sur la liste des administrateurs avec les qualités suivantes : « Sénateur, ingénieur agronome, membre du Conseil supérieur de l'agriculture. »

Et nous nous permettrons à ce sujet de vous rappeler qu'il existe dans le règlement du Sénat un article interdisant aux sénateurs de se servir de leur qualité de membre de la Haute Assemblée dans les affaires et prospectus d'affaires. Il ne semble pas que vous vous soyiez inspiré de cette recommandation. Que vous ne soyiez plus administrateur de l'Agricole de Minoterie, nous ne nous en étonnons pas : le groupe qui a repris la contrôle de l'affaire en février dernier ayant décidé de se séparer de tous éléments Baumann. Il est donc probable que vous êtes démissionnaire de ce poste.

Nous maintenons que vous avez été administrateur des Grands Moulins de Lyon-Perrache ; nous maintenons que vous avez été administrateur de la Société d'emballage pliant, Système Laurent. Si, depuis, vous avez démissionné, ces démissions n'ont pas été rendues publiques, et au lieu de nous adresser un démenti sans aucune valeur, il aurait

été préférable que vous nous fassiez connaître les dates exactes de vos démissions de ces diverses sociétés, si démissions il y a.

Nous n'attendrons pas la prochaine édition de notre brochure pour publier votre lettre, mais nous la publierons ainsi que notre réponse dans le prochain numéro de nos *Documents politiques*.

Nous souhaitons que cette lettre vous fasse comprendre qu'avant de vouloir réfuter les documents et l'argumentation d'une revue comme la nôtre, il est bon de s'assurer si cette revue ne porte pas justement son titre *Les Documents politiques, diplomatiques et financiers*.

« Recevez, Monsieur le sénateur, l'assurance de notre considération distinguée.

« Le directeur :

« M. MENNEVÉE. »

Coloniaux métropolitains
par Marcel Ruedel
(*Les Annales coloniales*, 19 mai 1924)

C'est avec joie que nous enregistrons le résultat des dernières élections législatives. Dans toute la France, quelle que soit leur opinion politique, les amis de la cause coloniale ont triomphé.

Prenons département par département.

Dans l'Ain, M. André Fribourg⁴, qui s'est attaché aux problèmes de l'Afrique du Nord, triomphe sur la liste du cartel des gauches.

Dans les Basses-Alpes, nos amis [Henri Michel, délégué du Dahomey au Conseil supérieur des colonies](#), auquel M. André Honnorat a volé son siège de sénateur il y a trois ans, est élu tête de liste du Bloc des Gauches à la majorité absolue, suivi par M. Charles Baron, député socialiste communiste sortant qui, l'an dernier, fit au Maroc et dans l'Afrique du Nord un intéressant voyage d'études.

Dans l'Ardèche, notre ami Antériou a conduit la liste du Bloc des Gauches à la victoire.

Dans les Ardennes, M. Meunier, député du Bloc national, et qui fut chargé de rapports par la Commission des Colonies de la défunte Chambre, est réélu en tête de sa liste.

Si [M. Maurice Raynaud, ancien ministre des Colonies, est battu dans la Charente](#) avec la liste d'Union Républicaine, serrée à gamelle par la liste du Bloc des Gauches de M. Jean Hennessy, et à droite par celle de MM. Poitou-Duplessy et Laroche-Joubert, par contre, notre ami Maurice Viollette, dont le rôle colonial dans les anciennes législatures est encore dans la mémoire de tous, écrase à la majorité absolue la liste de M. Maurice Maunoury.

Dans le Cher, malgré une lutte perfide, notre ami Pierre Valude triomphe de ses adversaires conservateurs et communistes.

En Corse, M. François Piétri, ancien chef de cabinet de M. Caillaux et [directeur des finances du maréchal Lyautey au Maroc depuis six ans](#), est élu sur la liste Gavini.

Dans l'Hérault, notre ami Édouard Barthe, dont nos lecteurs se rappellent les remarquables articles sur la viticulture dans l'Afrique du Nord, est élu en tête de sa liste à la majorité absolue avec près de 75.000 voix sur 110.000 votants.

Dans le Finistère, nos amis Bouilloux-Lafont, Coude et Masson, triomphent sur les listes de gauche.

⁴ Frère aîné de Pierre Fribourg : ingénieur civil des mines, banquier, administrateur de diverses sociétés coloniales :

www.entreprises-coloniales.fr/empire/Pierre_Fribourg-Banquier.pdf

Les compagnons de voyage de Pierre Valude sont également favorisés par les urnes.

M. Louis Proust, qui l'avait suivi en Afrique Occidentale, repasse en Indre-et-Loire.

M. Maître est un des deux rescapés de la liste du Bloc national en Saône-et-Loire, et M. Perreau-Pradier garde son siège sur la liste de conservation républicaine dans l'Yonne. Tous deux avaient été en Extrême-Orient avec Valude.

Notre collaborateur et ami Aimé Berthod reprend dans le Jura le siège que le Bloc national lui avait ravi en 1919.

Si M. Édouard Payen, député du Bloc national et spécialiste éminent des questions économiques et coloniales, est battu en Loir-et-Cher, par contre, notre ami [Édouard de Warren](#) passe à la majorité absolue en Meurthe-et-Moselle sur la liste de M. Louis Marin, ministre du cabinet Poincaré, et MM. Maurice Dutreil dans la Mayenne et Roulleaux-Dugage dans l'Orne, que les questions marocaines n'ont pas laissé indifférents, obtiennent également la majorité absolue avec leurs listes du Bloc national.

Enregistrons aussi le brillant succès de notre collaborateur et ami Georges Bureau sur la liste d'Union Républicaine en Seine-Inférieure.

Devant les formations de liste qui bouleversaient toutes les positions prises antérieurement dans la Gironde, notre ami Gabriel Combrouze avait pris la décision de se retirer momentanément de l'arène.

Dans la Marne, notre vaillant ami Haudos réunit une majorité imposante. Regrettions que sur sa liste ne soit point passé M. Paul Lapie, directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Instruction publique, un ami de longue date des *Annales coloniales*.

Enregistrons avec plaisir le succès remporté par MM. Justin Godart et Marius Moutet sur la liste du cartel des gauches dans le Rhône.

À la majorité absolue sur la liste du cartel des gauches, passent dans les Pyrénées-Orientales, Victor Dalbiez dont nos lecteurs n'ont pas oublié la collaboration, dans la Savoie Antoine Borrel, ancien sous-scrétaire d'Etat.

À Paris, enfin, nos amis Pierre Taittinger, député sortant de la Charente-Inférieure, et Barthélémy Robaglia, conseiller municipal de la Sorbonne, enlèvent de haute lutte leur fauteuil au Palais-Bourbon.

Au quotient, notre ancien collaborateur [Albert Dalimier qui fut délégué du Dahomey au Conseil supérieur des colonies](#), acquiert le seul siège auquel a droit, en Seine-et-Oise, la liste du cartel des gauches.

Par contre, dans le Var, [le beau-frère de Camille Pelletan, M. Paul Denise, qui fut de longues années huissier en Cochinchine \[1892-1906\], et M. Victor Augagneur, gouverneur général de l'Afrique Equatoriale, échouent sur la liste d'Union Républicaine](#) contre la liste du cartel des comités rouges de M. Pierre Renaudel.

Je m'excuse d'avoir, au cours de cette énumération un peu fastidieuse, oublié, j'en suis certain, les noms d'amis. J'espère qu'ils ne m'en voudront pas. Tel qu'il est, le résultat obtenu peut réjouir les coloniaux. La Chambre de demain, plus encore que celle d'hier, avec des hommes aussi compétents et aussi avertis, saura défendre nos colonies et prendre enfin les mesures nécessaires pour assurer leur mise en valeur si impatiemment attendue pour le bien de toute la nation.

À la Commission des Colonies
de la Chambre
(*Les Annales coloniales*, 19 juin 1924)

La Commission des Colonies de la Chambre va se constituer cette semaine ; les groupes de la Chambre désigneront aujourd'hui et demain leurs candidats.

Il est probable que tous les membres de la Commission pendant la précédente législature, ainsi que les députés coloniaux, en feront partie.

Notamment, MM. Pierre Valude, Goude, Taittinger, [Gasparin](#), [Brunet \(Réunion\)](#), [Diagne](#), [Morinaud](#), [Roux-Freissineng](#), [Thomson](#), Pierre Deyris, etc., etc.

Parmi les membres de la droite qui doivent également en faire partie, on cite MM. Barthélémy Robaglia, commissaire général adjoint de l'exposition coloniale de Paris de 1927, et le commandant aviateur Antonin Brocard, tous deux députés de Paris.

Au groupe radical-socialiste, notre ami Pierre Valude a été désigné pour faire partie de la Commission des Colonies, le premier des onze membres, par 72 voix sur 74 votants ; viennent ensuite : MM. Henri Michel, William Bertrand, Jacquier, Gasparin, Brunet (Réunion), Lafayette, Proust, etc.

Notons que sur 44 membres de la Commission des Colonies de l'ancienne législature, dix-sept ne se sont pas représentés ou n'ont pas été réélus.

Vice-présidents de la Chambre

Les groupes de la Chambre vont remplacer incessamment leurs vice-présidents devenus ministres.

Pour les fauteuils de MM. Justin Godart, ministre du Travail, et J.-L. Dumesnil, ministre de la Marine, tous deux radicaux-socialistes, un siège de vice-président est attribué aux socialistes (S. F. I. O.) et réservé à M. Fernand Bouisson, député des Bouches-du-Rhône, ancien commissaire à la Marine marchande et l'autre au groupe radical-socialiste qui a désigné M. Léo Bouyssou, député des Landes, qui s'est déjà à maintes reprises intéressé aux questions africaines.

La Commission des Colonies (*Les Annales coloniales*, 26 juin 1924)

Voici, par ordre alphabétique, la composition de la Commission des Colonies :

COMMISSION DE L'ALGERIE, DES COLONIES ET DES PROTECTORATS

MM. Angoulvant, Paul Aubriot, André Berthon, Jean Breton, Brigault, Brocart, Brunet (la Réunion), Charles Baron, Alcide Delmont, Diagne, Jean Fabry, Félix Gouin, Flayelle, François-Morel (Tarn), Gasparin, Ginoux-Defermon, André Goirand, Goniaux, Goude (Finistère), commandant de Grandmaison, Henri Michel., Jacquier, Lafayette, de La Groudière, Maître, Albert Meunier, Moutet, Nouelle, Ernest Outrey, Pierre Perreau-Pradier, Cl. Petit, Poitou-Duplessy, Proust, comte de La Riboisière, Humbert Ricolfi, Barthélémy Robaglia, Roux-Freissineng, général de Saint-Just, Taittinger, Thomson, Vaillant-Couturier. P. Valude, Édouard de Warren, William Bertrand (Charente-Inférieure).

Membres sortants

Les membres de la Commission qui faisaient partie dans la précédente législature de la Commission des Colonies sont les suivants :

Taittinger, vice-président sortant ; Roux-Freissineng, Perreau-Pradier, secrétaire sortants ; André Berthon, Diagne, Gasparin, Goude, de la Groudière, Albert Meunier, Moutet, Ernest Outrey, Proust, de la Riboisière, Thomson et Valude, au total 15 membres sortants sur 44.

Répartition géographique

Les 44 membres de la Commission représentant les départements ou colonies suivants :

[Angoulvant](#), [Inde française](#) ; Paul Aubriot, Paris ; André Berthon, Paris ; Jean Breton, Rhône ; Brigault, Indre-et-Loire ; Brocard, Paris ; [Brunet](#), [La Réunion](#) ; Charles Baron,

Basses-Alpes ; [Alcide Delmont](#), [Martinique](#) ; [Diagne](#), [Sénégal](#) ; Jean Fabry, Paris ; Félix Gouin, Bouches-du-Rhône ; Flayelle, Vosges ; François-Morel, Tarn ; [Gasparin](#), [Réunion](#) ; Ginoux-Defermon, Loire-Inférieure ; André Goirand, Deux-Sèvres ; Goniaux, Nord ; Goude, Finistère ; de Grandmaison, Maine-et-Loire ; Henri Michel, Basses-Alpes ; P. Jacquier, Haute-Savoie ; Lafayette, Ariège ; de la Groudière, Manche ; Maître, Saône-et-Loire ; Albert Meunier, Ardennes ; Moutet, Rhône ; Nouelle, Saône-et-Loire ; [Outrey](#), [Cochinchine](#) ; Perreau-Pradier, Yonne ; [Petit](#), [Oran](#) ; Poitou-Duplessy, Charente ; Proust, Indre-et-Loire ; de la Riboisière, Ille-et-Vilaine ; Ricolfi, Alpes-Maritimes ; Robaglia, Paris ; [Roux-Freissineng](#), [Oran](#) ; de Saint-Just, Pas-de-Calais ; Taittinger, Paris ; [Thomson](#), [Constantine](#) ; Vaillant-Couturier, Seine ; Valude, Cher ; de Warren, Meurthe-et-Moselle ; William Bertrand, Charente-Inférieure.

La Commission par groupes
SOCIALISTES S. F. I. O. (104)
8 membres

MM. Jean Breton, Brigault, Charles Baron, Félix Gouin, Goniaux, Goude, Moutet, Nouelle.

RÉPUBLICAINS SOCIALISTES (43)
4 membres

Paul Aubriot, [Delmont](#), [Diagne](#), [Claude Petit](#).

RADICAUX -SOCIALISTES (139)
10 membres

Brunet, François-Marsal, [Gasparin](#), Ant. Goirand [Deux-Sèvres], Henri Michel, Jacquier, Lafayette, Proust, Valude, William Bertrand [Côte-Inf.]

GAUCHE RADICALE (40)
3 membres

Meunier, [Roux-Freissineng](#), [Thomson](#).

COMMUNISTES (26)
2 membres

André Berthon, Vaillant-Couturier.

NON INSCRITS (30)
2 membres

Ginoux-Defermon, Maître.

UNION REPUBLICAINE DEMOCRATIQUE (104)
8 membres

Flayelle, de Grandmaison, de la Groudière, Poitou-Duplessy [Vienne], de la Riboisière, général de Saint- Just, Taittinger, [Ed. de Warren](#).

GAUCHE RÉPUBLICAINE DÉMOCRATIQUE (43)
4 membres

Jean Fabry, [Ernest Outrey](#), Perreau-Pradier, Ricolfi.

REPUBLICAINS DE GAUCHE (38)
3 membres.

Angoulvant, Brocard, Robaglia.

Quelques précisions

Au point de vue profession, voici quelques indications sur les professions des membres de la Commission des Colonies :

M. Pierre Valude est avocat. Tout le monde, tant au Parlement qu'aux Colonies, sait le rôle prépondérant qu'il a joué à la Commission des Colonies dans l'ancienne législature, et se rappelle les intéressants rapports qu'il a publiés à la suite de ses missions en Afrique et en Extrême-Orient. Élu pour la première fois en 1919.

M. Goude a appartenu à la Marine et a été commis à l'arsenal de Brest et [chef de station à Libreville](#). Il appartient à la Chambre depuis 1910.

M. Paul Aubriot est un ancien employé syndiqué. Député depuis 1910.

MM. Jean Breton, agriculteur ; Brigault, coiffeur ; Brocard, aviateur, sont des élus du 11 mai dernier.

MM. Brunet ([La Réunion](#)) et Angoulvant ([Inde française](#)) sont deux nouveaux élus : le premier a été gouverneur général *p. i.* de l'A. O. F. et de Madagascar; le second, gouverneur général honoraire, est commissaire général de l'Exposition de Paris de 1927.

M. Pierre Taittinger, député depuis 1919 [[Chté-Inf.](#)], a marqué sa place dans l'ancienne législature à la Commission des Colonies, tant au sein même de la Commission qu'à la tribune de la Chambre par d'importantes interventions.

[M. Ernest Outrey, député depuis 1914, est un ancien résident supérieur en Indochine.](#)

M. Barthélémy Robaglia, ancien officier de Marine, [explorateur du Mékong](#), est avocat à la cour d'appel et [commissaire général adjoint de l'Exposition coloniale de Paris de 1927, comme M. Ernest Outrey.](#)

Le comte Édouard de Warren (député depuis 1919), propriétaire-colon en Tunisie, a attaché son nom aux plus belles œuvres d'assistance médicale et de solidarité franco-arabe dans la Régence. Il est président de l'Association agricole, Union des Sociétés agricoles françaises et indigènes de la Régence.

M. William Bertrand, député de 1914 à 1919, réélu le 11 mai [[Chté-Inf.](#)], est un avocat distingué qui, déjà, lors de son premier passage au Parlement, avait marqué son intérêt aux questions coloniales et maritimes.

M. Vaillant-Couturier, publiciste et polémiste, appartient au Parlement depuis 1919, Le général de Saint-Just est un glorieux mutilé de la guerre élu le 11 mai dernier.

M. Perreau-Pradier, ancien sous-préfet, est député depuis 1910.

M. Poitou-Duplessy, négociant, est député depuis 1919 [[Charente](#)].

[M. Gaston Thomson](#), ancien ministre de la Marine et du Commerce, est un des doyens de la Chambre, député depuis plus de 45 ans.

M. Goniaux est un ancien mineur, secrétaire de syndicat (député depuis 1906).

M. Nouelle, député depuis le 11 mai, est un instituteur.

M. Henri Michel [1857-1930], qui est avocat, est un ancien professeur. Il était, il y a six semaines à peine, encore délégué du Dahomey au Conseil supérieur des colonies — dont l'élection faite à une voix est contestée.

M. Proust, qui est avocat, est un ancien magistrat (élu en 1919).

[M. Claude Petit, député depuis 1919, est un propriétaire agriculteur dans l'Oranie.](#)

M. Flayelle, député depuis 1904, docteur en droit, propriétaire agricole, est le frère d'un officier tué pendant la conquête de Madagascar.

M. Jean Fabry, ministre des Colonies du dernier cabinet Poincaré, député depuis 1919, est un ancien officier.

M. Bernard Quenault de la Groudière et de la Ribouisière ont été élus pour la première fois en 1919, et sont propriétaires fonciers. M. de la Ribouisière a été antérieurement sénateur.

Également propriétaire foncier, le comte Charles Genoux-Defermon est député depuis 1901.

M. Jacquier, qui est avocat, a été sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts, député de 1909 à 1919, réélu le 11 mars 1924.

M. Diagne, ancien vérificateur des Douanes, est député depuis 1914.

M. François-Morel (élu du 11 mai) est un universitaire qui a bifurqué sur l'industrie.

M. Gasparin, député depuis 1906, est un ancien avocat défenseur aux Colonies.

MM. André Berthon (député depuis 1919), Delmont (député depuis le 11 mai dernier), Félix Gouin (député depuis le 11 mai), Moutet (député depuis 1914), Roux-Freissineng (député depuis 1919), Ricolfi (député depuis 1919), sont avocats.

EXEMPLE D'AMALGAMES ET DE CONFUSIONNISME

Diplomates d'affaires

par Georges LEVY

(*L'Humanité*, 9 août 1921)

L'affaire de la Banque Industrielle de Chine a révélé, une fois de plus, les collusions entre les affaires financières, industrielles et commerciales et notre diplomatie.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que financiers et diplomates travaillent de concert à notre politique étrangère. Dès 1898, dans la *Lanterne* du 13 octobre, sous la titre : *Nos Maîtres*, à propos du problème de l'évacuation de l'Égypte par l'Angleterre, Millerand dénonçait en ces termes l'influence de la finance en cette affaire :

« Les ministres ne sont que les commis chargés d'exécuter les ordres des grands financiers, des pantins dont la haute banque tire les ficelles. Ce n'est pas seulement de notre politique intérieure est souveraine maîtresse... Son pouvoir n'est pas moins effectif au Quai d'Orsay qu'au ministère de l'Intérieur. » C'est. M. Victor Bérard qui, dans son livre sur la *France et Guillaume II* (1907), mettait en évidence les dangers des agissements de la même finance dans la politique extérieure « Si les financiers trouvent toujours outre leur sûreté personnelle leurs bénéfices en ces syndicats de peuples — qui ne vont jamais sans quelque emprunt public ou privé — et en ces commandes d'armes qui ne se traitent jamais sans le courtage des banques et des sociétés de crédit, peut-on dire que cette politique est toujours favorable à la nation ?»

Il ajoutait plus loin : « Par métier la finance, accepte les revenus d'où qu'ils viennent.. Dans le ventre ouvert des Arméniens ou des nègres, dans le sang des Russes et des Japonais, parmi les cris et les malédictions des peuples, dans la bourse de l'aigrefin ou le salaire des travailleurs, partout, d'une main toujours adroite, la finance pêche l'argent ,pourvu qu'il soit à titre légal. Par métier aussi, la finance prête à toutes gens qu'elle croit solvables, aux égorgeurs comme aux bienfaiteurs des nations, aux entrepreneurs de ruines et de misères, aux gâcheurs de vie et de liberté, comme aux ouvriers de bonheur et de progrès, etc. ». Il terminait en dénonçant le péril, que par notre diplomatie, la finance entreprenne d'exploiter les nations. Depuis cette époque, la situation n'a fait qu'empirer. Maintenant, nos diplomates quittent les affaires bancaires, industrielles ou commerciales pour s'occuper de celles du pays, y appartiennent en période d'activité diplomatique ou y rentrent, leur retraite prise, sans compter les liens de parenté qui unissent diplomates, hommes d'affaires et hommes politiques.

Quelques exemples illustreront les affirmations précédentes-. M. Charles Laurent, ambassadeur à Berlin, président de la Banque des Pays du Nord, administrateur de la Maison Thompson-Houston [sic : Thomson-Houston], du Canal de Suez, président de l'Union Métallurgique, et Minière (englobant le Comité des Forges et le Comité des Houillères). C'est à son sujet que, le 22 juillet 1920, à la tribune du Conseil général de la Seine, Henri Sellier s'exprimait ainsi : « Tout le gratin du capitalisme international s'est abattu sur nos concessions de tramways sous le haut patronage du sujet bavarois Thurnauer, encore avant la guerre administrateur de la Thompson-Houston [resic :

Thomson-Houston], où- M. Charles Laurent, notre ambassadeur à Berlin, l'a remplacé ; on y trouve la Banque d'Escompte, du baron de Soubeyran [!], la Société Centrale d'Énergie~Eléctrique de M. Alexis Rostand avec MM. Burel, de la Banque Périer [!], Homberg de l'Union Parisienne, associés avec Turettini [BPPB], Ullmann du Comptoir d'Escompte, Thalmann et Propper, Walls, la Banque de Zurich, support financier de l'Allgemeine Electricitaet [*sic* : Elektricitäts (AEG)], Hampson, de Berlin, Heineman, représentant bruxellois de l'A.-E. G., la Société, de Transports et d'Entreprises de Bruxelles, constituée sous l'autorité du baron Empain, associé avec Mueller, Neuheim, Koehberthaler, Oliven, de Berlin, Salomon Sohn et Wiener, de la Deutsch Bank, toutes affaires~bien françaises, constituées avec des capitaux allemands en majorité dirigées par M. Ch. Laurent qui, déjà, à ce moment, était un des agents les plus effectifs de la pénétration industrielle et financière de l'Allemagne dans notre pays. » C'est cet homme d'affaires internationales, et surtout allemandes, qui va défendre à Berlin les intérêts de la France contre ses associés.

M. Dutasta, ancien ambassadeur à Berne, ancien secrétaire de la Conférence de la paix, ancien président du Crédit Mobilier Français, président de l'Omnium des Pétroles, administrateur de la Fabrique de Fez de Stratonic, d'Orosdi-Bachs [*sic* : Back], affaire liée au Creusot [/], de la Banque de Crédit Hypothécaire et Agricole de l'État de São-Paulo, de Berna-Milks [*sic* : Berna Milk], des Chalets de Nécessité, des Chemins de fer Orientaux, de la Cie Générale des Graisses alimentaires, des Chemins de Fer et Tramways en Chine, de Mexico-Tramways, de la Banque Commerciale du Maroc. En 1914, il était administrateur de la Banque de l'Union de Moscou.

M. Philippe Crozier, ambassadeur de France, administrateur de la Banque Franco-Japonaise, Cie Générale du Maroc, Crédit Foncier Argentin, Société Générale, Phosphates de l'Océanie, Cie Internationale du Proche-Orient, Banque I. R. P. des Pays autrichiens.

M. Maurice Darty, secrétaire d'ambassade, administrateur du Gaz Franco-Belge et de la Cie des Eaux de la banlieue de Paris.

M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin avant la guerre, actuellement président d'un trust pétrolier, en 1916, administrateur de la Cie d'Orléans, en 1920, de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

M. Paul Cambon, ancien ambassadeur à Londres, administrateur du P.-L.M. et du Canal de Suez.

M. Georges Teyssier, ministre plénipotentiaire, censeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, administrateur de la Société d'Eclairage, Chauffage et Force motrice.

M. le baron Albert d'Anthouard de Wasservas, ministre plénipotentiaire, administrateur de Banque Française pour le Brésil, Caisse Commerciale et Industrielle de Paris, Cie Générale des Tabacs, Comptoir National Economique, Cie Générale de l'Amérique Latine, Cie des Chemins de fer brésiliens, Cie de l'Europe Orientale, Brazil Railway, Crédit Foncier du Brésil, Société Financière pour l'Industrie.

M. Jean Boissonnas ministre plénipotentiaire, administrateur de la Banque de Syrie de la Banque Ottomane de la Compagnie Algérienne, des Chargeurs Réunis, de la Société Commerciale du Haut-Ogogoué [*sic* : Ogooué], de la Banque Mirabaud et Cie

M. René Millet, ancien ambassadeur, administrateur de la Société de Pêche et de Commerce du Maroc, des Automobiles Industrielles, des Compteurs de Voiture, de la Banque d'Afrique équatoriale, de la Cie des Omnibus de Paris.

Nous arrêtons là cette aride et longue énumération, plus démonstrative que les phrases les plus éloquentes sur l'association de la diplomatie et des affaires. Il n'est pas douteux que les affaires financières se trouvent facilitées par cet accointement de la finance et de la diplomatie et aussi de la politique. Ainsi la Société Française du Chemin de fer de Damas-Hamah et de son prolongement [*Damas-Hamah et prolongements*], œuvre filiale de la Banque Ottomane, elle-même sous le contrôle de la Banque de l'Union Parisienne [/], réclamait à la France 50 millions pour dommages de guerre. À ce

moment, M. Marsal était ministre des finances, il venait de quitter l'Union Parisienne ; M. André Berthelot, sénateur, venait d'entrer au conseil d'administration de la Banque Ottomane ; M.. Philippe Berthelot, son frère, se trouvait secrétaire général des affaires étrangères.

Tous ces diplomates sortis des affaires mêlés aux affaires ou appelés à y revenir, sont, en matière de politique étrangère, plus préoccupés des intérêts de la finance que de ceux du pays. Quand on songe que ce sont leurs intrigues, leurs mensonges (« La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée », dit le diplomate de Talleyrand), leurs décisions qui, aux heures graves, influenceront la paix ou la guerre, leur indépendance apparente serait presque insuffisante à ne pas les rendre suspects mais leurs participations aux banques, aux combinaisons industrielles, aux tractations d'affaires révèlent dans toute sa crudité leur complicité avec les capitalistes pour le déchaînement des conflits. Ce sont ces hommes mêlés à toutes les entreprises de la finance, compromis dans toutes les affaires, qui jouent un rôle important pour décider du sort des peuples. Quand la classe ouvrière voudra-t-elle ouvrir les yeux et se refuser à servir, dans les enjeux sanglants des guerre », à toutes ces opérations d'aigrefins ?
